



République du Tchad
Ministère de l'économie
et de la planification du
développement



Au service
des peuples
et des nations

Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT)

RAPPORT
TRIMESTRIEL
D'ACTIVITES
Janvier-Mars 2020



Informations sur le Programme		
Titre du projet	Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad	
Numéro Atlas	00101015	
Priorités nationales (Vision 2030, PND 2017 - 2021) :	Axe III : Le développement d'une économie robuste et compétitive.	
Effet(s) de l'UNDAF 2017-2021 :	Effet 7 : D'ici à fin 2021, l'Etat met en œuvre une politique nationale de développement impulsant une croissance inclusive engendrant la création d'emplois et d'opportunités notamment en faveur des jeunes et des femmes y compris les réfugiés.	
Plan Stratégique du PNUD 2018-2021	Progrès tangible 1 attendu : L'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions et le maintien des populations hors de la pauvreté ; Progrès tangible 2 attendu : L'accélération des transformations structurelles propices au développement durable, en particulier grâce à la mise en œuvre de solutions innovantes ayant des effets multiplicateurs positifs sur la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable.	
Produit(s) et résultat(s) institutionnel(s) CPD 2017-2021	Produit 1.2: Des chaînes de valeurs durables sont développées et créent des emplois Produit 1.3: Les institutions nationales et décentralisées sont capables de créer de meilleures conditions de vie et des emplois Produit 2.1: Les institutions démocratiques au niveau central et local sont capables de mettre en œuvre les fonctions clés pour améliorer la redevabilité, la participation et la représentativité Produit 4.3 : Les capacités des administrations publiques aux niveaux national et décentralisé permettent de fournir des services améliorés de base et de répondre aux priorités des communautés	
Pays	Tchad	
Région	RBA	
Date de signature du document de projet	01 Mars 2018	
Dates du projet	Démarrage	Fin prévue
	01 Janvier 2018	31 Décembre 2021
Budget du projet	424 000 0000 USD	
Dépenses engagées au 31 Mars 2020	6 383 467,34 USD	
Source de financement	Gouvernement, PNUD, BADEA	
Agence d'exécution	PNUD	

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	10
SIGLES ET ABREVIATIONS	11
RESUME ANALYTIQUE	12
II.2 SITUATION FINANCIERE	6
III.2 ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE	8
DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRO-SYLVO-PASTORALES ET HALIEUTIQUES	10
PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE ET SOCIALE DES POPULATIONS	11
COMPOSANTE 4 : GESTION, FONCTIONNEMENT, SUIVI	11
SUIVI DES ACTIVITES DU PTA 2020	12
III.2 SUIVI DES INDICATEURS DE RESULTATS	26
II.2 SUIVI DES RISQUES	23
III.2 PARTICIPATION ET EXPRESSIONS DES BESOINS DES PARTIES PRENANTES	21
III.2 ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE	27
IVI.2 APPRENTISSAGE ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS	27
LES CAPACITES OPERATIONNELLES DES ENTREPRISES NATIONALES EN QUESTION	27
EAU, ENJEU MAJEUR DES FERMES INTEGREES ET DES AMENAGEMENTS HYDROAGRIQUES	27
VI.2 DIFFICULTES RENCONTREES	27
VII.2 DEFIS MAJEURS	27
VIII.2 PERSPECTIVES DU 2^{EME} TRIMESTRE 2020	27
VIII.2 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	27
IXI.2 ANNEXES	28
A. ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT SUR LES FERMES INTEGREES	28
REFERENCES	32

Sigles et abréviations

APEMF-T :	Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance au Tchad
BADEA :	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BDEAC :	Banque de Développement des Etats de l’Afrique Centrale
CDA :	Comité Départemental d’Action
CLA :	Comité Local d’Action
CMSF :	Centre Multifonctionnel de Services Financiers
COBAC :	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
CPA :	Comité Provincial d’Action
CPD	Country Programme Document
CRASH	Centre de Recherche en Anthropologie et Sciences Humaines
DIM :	Direct Implementation Modality
EMF :	Etablissement de Microfinance
FASEC :	Fonds Alternatif de Soutien à l’Entrepreneuriat et au Commerce
FDL :	Fonds de Développement Local
FIF :	Fonds d’Innovation Financière
FRG :	Fonds de Refinancement et de Garantie
ITB	Invitation to Bid
OCB :	Organisation Communautaire de Base
ODD :	Objectifs de Développement Durable
OSC :	Organisation de la Société Civile
PADLFIT :	Programme d’Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad
PDC :	Plan de Développement Communal
PDP :	Plan de Développement Provincial
PND :	Plan National de Développement
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSF :	Prestataire de Services financiers
PST :	Prestataire de Services Techniques
PTA :	Plan de Travail Annuel
UNDAF :	United Nations Development Action Framework

Résumé analytique

Le Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) vise à lutter contre la pauvreté à travers la promotion du développement local, le développement des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques et la promotion de l'inclusion financière et sociale des populations les plus vulnérables.

Après une année de mise en œuvre d'activités test dans la Province pilote de la Tandjilé, des enseignements ont été tirés qui ont conduit à la mise en place d'une nouvelle stratégie d'opérationnalisation validée par comité de pilotage le 29 Janvier 2020. Cette nouvelle stratégie de mise en œuvre repose essentiellement sur l'implication des services déconcentrés de l'Etat, les collectivités locales, les institutions publiques ainsi que les ONG locales dans l'exécution et le suivi des activités.

Le premier trimestre de cette année 2020 a été marqué par le succès du lancement officiel du programme à Laiï, sous le haut patronage du Président la République Idriss Déby Itno. Cet évènement a mobilisé autour du Chef de l'Etat des membres du Gouvernement, des responsables des grandes institutions de la République, des représentants des partenaires techniques et financiers ainsi que les autorités locales venues au grand complet exprimer leur adhésion à ce programme prometteur et l'immense attente de la population de la Province.

Sur le terrain, le premier trimestre a été marqué par le démarrage effectif des chantiers de construction de cinq (05) marchés ruraux dans les cinq (05) départements de la Province de la Tandjilé. Les activités d'aménagements et d'installation des réseaux d'irrigation sur les cinq (05) fermes intégrées se sont poursuivies. Les premières récoltes de produits maraîchers ont été observées sur la ferme intégrée de Laiï qui est la plus avancée.

Les premières impressions des bénéficiaires des cinq (05) centres multifonctionnels de services financiers (CMSF) révèlent la pertinence et le rôle de ces structures dans la promotion de l'inclusion financière. Des maîtres communautaires de Dono-Manga aux clients de Béré et Dafra, les bénéficiaires des CMSF expriment leur soulagement d'avoir accès aux services financiers essentiels (paie des salaires, transferts d'argents).

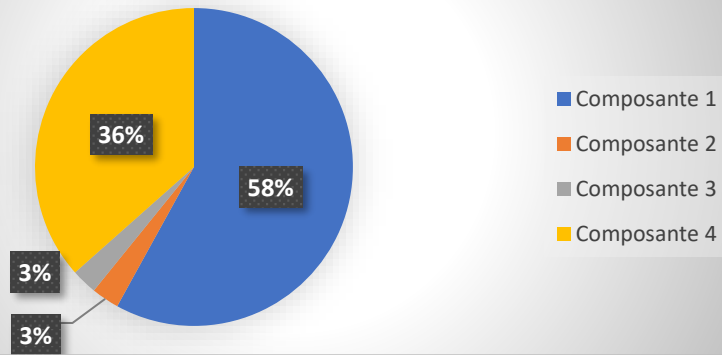
I Situation financière

Le plan de travail annuel de 2020 a été approuvé par le comité de pilotage sur la base de la mise en œuvre des activités dans cinq (05) provinces au moins avec un budget annuel moyen de USD 18,5 millions par province. En attendant le décaissement de ces ressources promises, le PADLFIT a démarré l'année 2020 avec un budget de 1 723 608 USD.

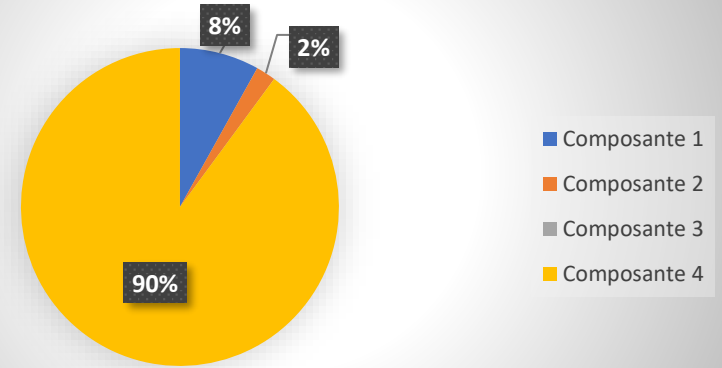
Le tableau ci-dessous présente l'état des dépenses au 31 mars 2020.

N°	Composante du projet	Budget en USD	Total dépenses	Engagements en USD	Balance au 31 mars 2020	Taux d'utilisation du Budget
			en USD			
1	Promotion du développement local à travers l'amélioration de l'accès aux énergies propres et aux services socio-économiques de base en faveur des Collectivités locales, des Entreprises et des Populations	1 000 000	35 434,51	131 345,76	833 219,73	16,68%
2	Développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et des micro-entreprises créatrices de valeurs et d'emplois	48 608	8 820,89	-	39 787,11	18,15%
3	Promotion de l'inclusion financière et sociale des populations	45 000	-	-	45 000,00	0,00%
4	Gestion, Communication, visibilité, suivi évaluation et audits	630 000	393 814,94	32 062,22	204 122,84	67,60%
Total		1 723 608	438 070,34	163 407,98	1 122 129,68	34,90%

Budget par composante



Dépenses par composante



II Analyse de la mise en œuvre

Le plan de travail annuel validé par le comité de pilotage du 29 Janvier 2020 prévoit d'étendre les activités du programme sur cinq (5) provinces au minimum y compris la province de la Tandjilé.

Les cibles visées dans ce PTA sont les suivantes :

- 40 kits énergétiques propres permettant d'améliorer l'accès des populations aux services énergétiques propres ;
- 40 stations hydrauliques (forages, châteaux d'eau, postes d'eau, abreuvoirs) ;
- 2 000 hectares de terres aménagées / irriguées ;
- 40 marchés ruraux comprenant des magasins de stockage, des boutiques, des chambres froides;
- 250 kits d'équipements structurants (incluant des plateformes multifonctionnelles) ;
- 40 centres culturels comportant des salles multimédia, des salles de conférences, de terrains de sports, d'espace théâtrale ;
- 5 centres provinciaux de métiers conçus sous le modèle des centres Songhaï comme lieu d'incubateur d'entreprises ;
- 2 filières à fort potentiels valorisées dans chacune des 5 provinces ;
- 60 guichets et/ou centres multifonctionnels de services financiers ;
- 125 000 ménages financés pour le développement des activités génératrices de revenus.

Ces cibles intègrent celles qui n'ont pu être atteintes en 2019. Ce sont donc les activités commencées à la fin de l'année passée qui se sont poursuivies conformément au Plan de travail 2020.

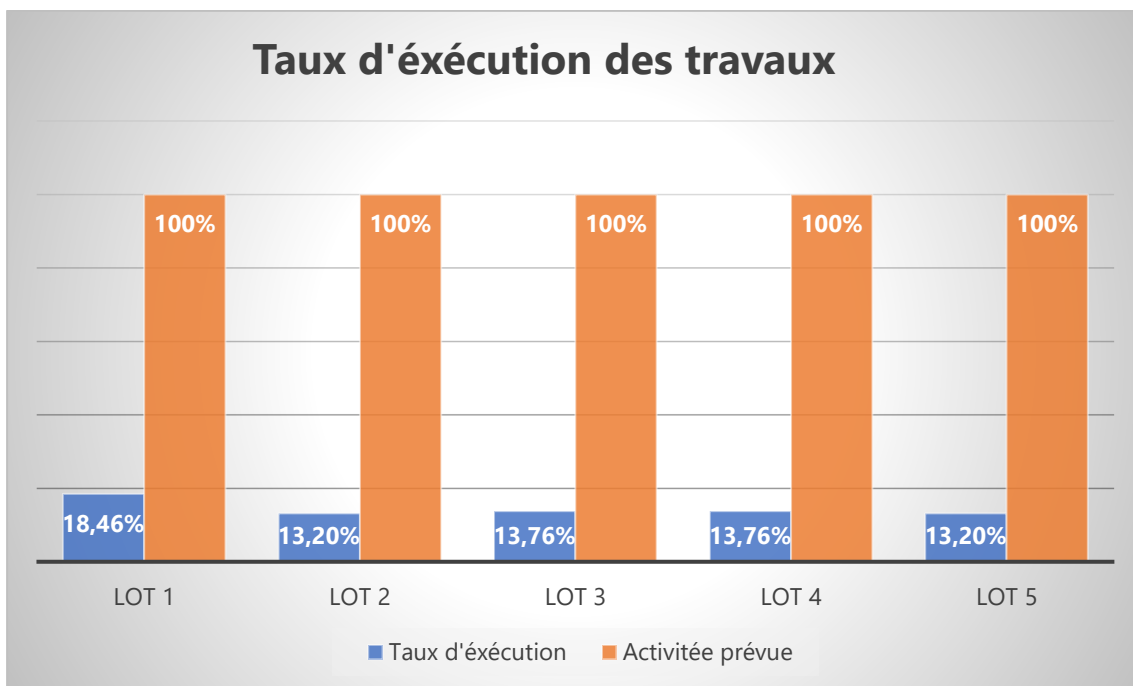
Composante 1 : Promotion du développement local

Au niveau de la composante 1 (promotion du développement local), le premier trimestre 2020 a été marqué par le démarrage effectif des travaux de construction de cinq (05) marchés ruraux dans les chefs-lieux des cinq (05) départements de la Tandjilé (Lai, Kélo, Béré, Dafa et Dono-Manga).

Pour réduire les risques d'abandon de chantier, l'UGP a préféré évaluer les capacités opérationnelles des entreprises actuellement à l'œuvre sur les chantiers des marchés ruraux avant de finaliser le processus d'attribution des marchés de construction des centres culturels. En effet, certaines d'entre elles sont susceptibles d'être adjudicataires des marchés de construction des centres culturels. Or, si théoriquement ces entreprises préqualifiées avaient toutes démontré leurs capacités à exécuter plusieurs marchés simultanément dans le temps, l'expérience sur le terrain actuellement ne permet pas de dissiper les doutes.

Au 29 février 2020, le taux d'exécution général des travaux est de 14,48%. Le tableau ci-dessous présente l'état d'avancement des travaux des différents marchés ruraux en construction.

LOTS	ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX
LOT 1: MARCHE RURAL DE LAÏ	18,46%
LOT 2: MARCHE RURAL DE KELO	13,20%
LOT 3: MARCHE RURAL DE BERE	13,76%
LOT 4: MARCHE RURAL DE DONO-MANGA	13,76%
LOT 5: MARCHE RURAL DE DAFRA	13,20%
ETAT GENERAL DES TRAVAUX	14,48%



Travaux de fondation du marché rural de Lai



Travaux de fouille du marché rural de Kélo



Travaux sur le marché rural de Dono-Manga



Travaux de fouille du marché rural de Béré



Travaux de fouille du marché rural de Dafra

Développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques

Exécutés pour le compte de la composante 2, les travaux d'aménagement hydro-agricole (foration, installation des réseaux d'irrigation, parcellisation etc..) sur les fermes intégrées qui ont effectivement commencé au dernier trimestre 2019, se sont poursuivis au premier trimestre 2020.

Sur la ferme intégrée de Laï, les travaux sont finalisés et la production a déjà commencé. Le marché de Laï est déjà alimenté par quelques produits maraichers de la ferme.

Production maraichage sur la ferme intégrée de Laï



A Kélo, Béré, Nangassou et Kagapalpaye (respectivement dans le département la Tandjilé Ouest, la Tandjilé Centre, Man-Mbague et Manga) les travaux de foration sont terminés. A Béré et à Kélo l'installation des réseaux d'irrigation est en cours¹.

Promotion de l'inclusion financière et sociale des populations

Au niveau de la composante 3, le processus de mise en place du Fonds de Refinancement et de Garantie (FRG) a été ralenti par la crise sanitaire lié au COVID-19. En effet, une réunion extraordinaire du comité de pilotage, avait été prévu le 27 mars dernier pour valider le mécanisme d'opérationnalisation de l'EMF de troisième catégorie, mais elle n'a pu être organisée à cause des mesures de prévention contre la pandémie. Par ailleurs, le décaissement de la contrepartie de l'Etat, prévu pour appuyer les ménages identifiés dans la Tandjilé à travers des microcrédits, prend du temps.

Composante 4 : Gestion, fonctionnement, suivi

L'évènement le plus marquant de ce premier trimestre de l'année 2020 a été le lancement officiel du programme à Laï, le 28 février 2020 en présence du Chef de l'Etat et des représentants de plusieurs partenaires financiers dont la BADEA, la BID, la BDEAC et le Fonds saoudien. La pose de la première pierre de la construction des infrastructures a été le point d'orgue de cette journée du 28 février 2020 qui marquera la ville de Laï. Ce fut l'occasion d'une communication massive (radio, télévision, presse écrite etc.) autour des objectifs du PADLFIT et de sa spécificité. Certains partenaires ont saisi l'occasion de ce déplacement pour visiter certaines réalisations en cours telles que les fermes intégrées et les marchés ruraux en construction. L'évènement a suscité beaucoup d'intérêt pour le PADLFIT. Les bailleurs sont repartis de Laï convaincus, renouvelant leur engagement à financer ce programme novateur.

¹ L'annexe A présente l'état d'avancement des travaux sur les 5 fermes intégrées de la Tandjilé

Quelques images du lancement officiel



Au premier plan, quelques partenaires financiers du PADLFIT



1 Pose de la première pierre par le Président de la République, Idriss Déby Itno



Une forte mobilisation populaire à la cérémonie du lancement

Dans le cadre du suivi du programme, une réunion du comité de pilotage a été organisée le 29 janvier 2020 à l'hôtel « Radisson Blu ». Cette réunion a porté sur l'état de mise en œuvre, la nouvelle stratégie d'opérationnalisation du PADLFIT, le Plan de Travail Annuel 2020 et le mécanisme de mise en œuvre du Fonds de Refinancement et de Garantie (EMF de 3ème catégorie). A cette occasion, d'importantes décisions ont été prises :

- Le COPIL a validé la proposition de recruter des staffs internationaux pour encadrer l'équipe nationale pour une période d'un an renouvelable une fois après évaluation : 1 P3 ingénieur, 1 P3 finance, 1 P4 achat ;
- La nouvelle stratégie d'opérationnalisation du PADLFIT qui consiste à confier la mise en œuvre et le suivi des activités sur le terrain (les antennes) aux Organisations Non Gouvernementales (ONG), bureaux de contrôle, institutions publiques et collectivités locales ;
- Les Ministres membres du comité de pilotage sont invités à confirmer ou désigner un point focal pour le comité national de suivi technique en respectant les critères de compétences contenus dans l'arrêté de désignation des membres ;
- Le PTA 2020 qui prévoit la mise en œuvre des activités du PADLFIT dans 5 provinces a été adopté ;
- Le comité a accordé un délai d'un mois au consultant en charge de l'élaboration des mécanismes du Fonds de Refinancement et de Garantie pour intégrer les observations faites par certains participants ;
- Un comité de pilotage extraordinaire sera organisé au mois de mars pour statuer sur la validation du mécanisme de mise en œuvre du FRG.

Suivi des activités du PTA 2020

Les détails des performances du premier trimestre en termes d'activités réalisées ou de tâches exécutées sont présentés dans les tableaux ci-après.

Etat de réalisation des activités de la composante du 1^{er} Janvier au 31 mars 2020

Output	Activités	Statut de l'activité	Tâches accomplies au 1 ^{er} trimestre 2020	Résultats obtenus au 31 Mars 2020	Cibles du PTA 2020
1.1 : Les Collectivités locales, les entreprises et les ménages disposent de services énergétiques propres favorisant leur accès aux services	1.1.1 Appuyer la mise en œuvre des plans de développements provinciaux pour 5 provinces				5 PDP élaborer ou actualisés

socioéconomiques de base (eau, santé, éducation et assainissement)	1.1.2 Aménager, réhabiliter ou irriguer 2000 ha de terres agricoles dans 5 provinces	En cours	Poursuite des travaux d'aménagements des fermes intégrées	50 ha de terres agricoles aménagées dans la Province de la Tandjilé	2000 ha de terres agricoles aménagées et irriguées
	1.1.3 Appuyer la mise en place de 40 kits de services énergétiques propres dans 5 provinces	En cours	Spécification technique en vue d'une LTA gérée par le bureau régional pour l'acquisition et l'installation des kits énergétique		40 kits énergétiques solaires mis en place dans 5 provinces
Output 1.2 : Des infrastructures et équipements structurants (Plateformes Multifonctionnelles et autres) sont fonctionnels avec des modules techniques adaptés et opérationnels	1.2.1 Appuyer la mise en place de 250 unités de transformation (en moyenne).			Entreprise préqualifiée ; Bureaux de contrôle préqualifiés	250 unités de transformation mises en place dans 5 provinces
	1.2.2 Construire 40 marchés ruraux dans 5 provinces	En cours	Evaluation des offres pour la sélection des bureaux de contrôle et de supervision des travaux de construction des marchés ruraux de la Tandjilé Démarrage effectif des travaux de construction de 5 marchés ruraux dans la Tandjilé Evaluation des offres pour le recrutement d'une entreprise pour la construction du marché de bétail de Béré	Bureaux de contrôle recrutés ; Travaux exécutés à 14,48% pour 5 marchés dans la Tandjilé	40 marchés ruraux construits dans cinq provinces
	1.2.3 Construire 40 centres culturels		Sélection des bureaux de contrôle pour la supervision des travaux de construction des centres culturels de la Tandjilé	Processus de passation des marchés finalisés pour 5 centres culturels dans la Tandjilé	40 centres culturels construits dans 5 provinces
	1.2.4 Construire 40 stations hydrauliques	En cours	Analyse de la faisabilité du projet de « réhabilitation des ouvrages hydrauliques, de sensibilisation des communautés bénéficiaires et de formation des artisans réparateurs, des comités de gestion et de suivi des points d'eau dans la province de la tandjilé » soumis par l'entreprise BIGEC	ITBs finalisés ; Liste des bureaux d'études et des entreprises préqualifiés pour les travaux	8 marchés ruraux sont construits dans la Province de la Tandjilé.

Output 1.3 : Les acteurs institutionnels, techniques et opérationnels du développement local sont plus performants et efficaces dans leurs missions	1.3.1 Renforcer les capacités des structures en charge du développement local		Elaboration des TDRs et préparations des modules de formation sur la Gestion axée sur les résultats au profit des autorités locales et des représentants des services déconcentrés de l'Etat		Les structures en charge du développement local sont renforcées
	1.3.2 Soutenir l'Association Nationale des Communes du Tchad dans son développement				L'ANCT est soutenue
	1.3.3 Appuyer les cadres de concertation des acteurs (CPA, CDA, CLA)		Elaboration des TDRs pour la restructuration des comités locaux de suivi		Les communes et les cadres de concertation des acteurs (CPA, CDA, CLA) sont appuyés
	1.3.4 Organiser des voyages d'études et des échanges d'expériences.				Des voyages d'études et d'expérience sont organisés
BILAN D'ACTIVITES	11 planifiées	4 activités en cours de réalisation	9 tâches exécutées	-	11 résultats attendus

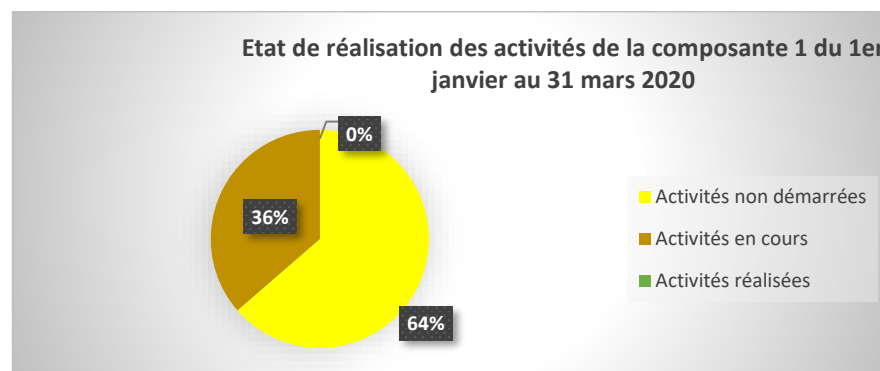
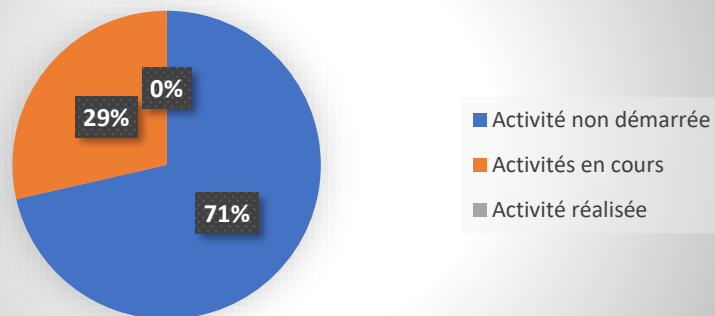


Figure 2: Evolution des activités et des résultats de la composante 1

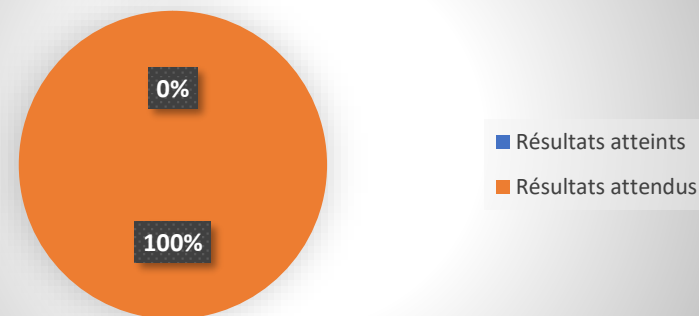
Etats réalisation des activités de la composante 2 au 31 mars 2020

Output	Activités	Statut de l'activité	Tâches exécutées du 1 ^{er} au trimestre 2020	Résultats obtenus au 31 mars 2020	Résultats attendus
Output 2.1 : Des coopératives, des associations de développement et des groupements sont organisés, structurés et formés dans le développement des chaînes de valeur à fort potentiel	2.1.1 Appuyer l'opérationnalisation des plans filières dans 5 provinces		Elaboration des TDRs pour la formation des conseillers agricoles, des chefs de postes, des chefs de sous-secteurs, des chefs de secteurs et des délégués de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche autour des plans filières		Des ateliers d'échanges et des formations sont organisés au profit des producteurs et des conseillers agricoles autour des plans filières ; Au moins deux filières sont valorisées par provinces
Output 2.2 : Des MPME créatrices de valeurs et d'emplois sont opérationnelles et viables	2.2.1 Accompagner l'organisation, la structuration et la formation des MPME en unités de production, de transformation, de conservation et de commercialisation	En cours	Rédaction du guide d'exploitation des fermes intégrées ; Elaboration des TDRs pour la formation des comités de gestion des fermes intégrées.	5 comités de gestion des 5 fermes intégrés mis en place	Les producteurs sont organisés en unité de production, des MPME organisées en unités de transformation, de conservation et de commercialisation
	2.2.2 Appuyer la recherche et l'innovation des MPME				Des MPME créatrices d'emplois sont opérationnelles
Output 2.3 : Des centres de métiers et de formation professionnelle basés sur des incubateurs d'entreprises sont durablement fonctionnels	2.3.1 Appuyer l'opérationnalisation, le fonctionnement et le suivi de 5 centres provinciaux de métiers ;	En cours	Préparation des cahiers de charge, plans, cadre de devis et bordereau de prix unitaire des corps d'état génie civil, électricité et hydraulique	Les éléments techniques de l'ITB sont disponibles	5 centres provinciaux de métiers opérationnels
	2.3.2 Soutenir l'accompagnement des bénéficiaires des centres provinciaux de métiers ;				Les bénéficiaires des centres provinciaux accompagnés développent des microentreprises
BILAN ACTIVITES ET RESULTATS	5 activités planifiées	2 activités en cours	4 tâches exécutées	-	9 résultats attendus

Etat de réalisation des activités du PTA 2020 au 31 Mars 2020



Taux d'atteinte des résultats du PTA 2020 au 31 mars 2020



Etat réalisation des activités de la composante 3 au 31 mars 2020

Output	Activités	Statut	Tâches exécutées au 1 ^{er} trimestre 2020	Résultats obtenus au 31 Mars 2020	Résultats attendus
Output 3.1 : Le nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers s'est accru grâce à l'extension et à la viabilité des EMF et PSF, utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables	3.1.1 Mettre en place 60 Guichets et/ou CMSF au sein des CA ;	En cours		5 CMSF opérationnels à Dono-Manga, Lai, Béré, Kélo et Dafra) et opérationnels	12 guichets et/ou CMSF sont mis en place dans la Tandjilé
	3.1.2 Appuyer des innovations financières (finance digitale, finance agricole, micro finance verte, micro-leasing, micro-crédit de l'habitat, micro-assurance...) contribuant à l'inclusion financière des populations				Des innovations financières sont appuyées
	3.1.3 Appuyer la promotion de l'éducation entrepreneuriale et financière des ménages (Elaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale d'éducation financière et entrepreneuriale des ménages et des micro-entrepreneurs)				Une formation en éducation entrepreneuriale et financière organisée au profit de 105 leaders d'organisations locales
Output 3.2 : Le volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont accru	3.2.1 Soutenir l'opérationnalisation, le				Un EMF de 3 ^{ème} catégorie est opérationnel

grâce à l'opérationnalisation d'un Etablissement de Microfinance de troisième catégorie	fonctionnement et le suivi de l'EMF de 3ème catégorie (FRG)				
	3.2.2 Appuyer le financement des EMF, entreprises et PSF en lignes de crédits, capital-risque, micro-leasing et fonds de garantie (FIF, FDL, FASEC);				Les entreprises et PSF sont appuyés en lignes de crédits, capital-risque, micro-leasing et fonds de garantie
Output 3.3 : Les Acteurs institutionnels, techniques et opérationnels de la finance inclusive sont plus performants et efficaces dans leurs missions	3.3.1 Renforcer les capacités des acteurs institutionnels de Promotion, de contrôle et de surveillance des EMF				Les capacités des acteurs institutionnels de promotion, de contrôle et de surveillance des EMF sont renforcées.
	3.3.2 Appuyer l'APEMF-T dans sa mission de défense des intérêts de ses membres				L'APEMF-T est appuyée dans sa mission de défense des intérêts de ses membres.
	3.3.3 Renforcer les capacités des PST				Les capacités des PST sont renforcées
	3.3.4 Renforcer les cadres de concertation des Acteurs (articulation entre les banques, les EMF, les PSR, les PSF,)			Le ministère de la formation professionnelle et des petits métiers est appuyé en équipements de travail.	Le cadre de concertation des acteurs du secteur financier est renforcé.
BILAN ACTIVITES ET RESULTATS	9 activités planifiées	0 activités en cours de réalisation	0 tâches exécutés	4 résultats intermédiaires atteints	10 résultats attendus

Etat de réalisation des activités de la composante 4 au 31 mars 2020

Output	Activités	Statut	Tâches exécutées au 1 ^{er} trimestre 2020	Résultats obtenus au 31 Mars 2020	Résultats attendus
Output 4 : La gestion, la communication, la visibilité, le suivi-évaluation et les audits du programme sont assurés de manière efficace et efficiente	4.1 Assurer la prise en charge du personnel, Fonctionnement, suivi, évaluation et audit	Réalisée en continu	<p>Organisation d'une réunion du comité de pilotage</p> <p>Organisation du lancement officiel à Laï</p> <p>Production d'un rapport d'avancement des travaux de construction des 5 marchés ruraux de la Tandjilé</p>	<p>Un comité de pilotage organisé</p> <p>1 rapport trimestriel produit</p> <p>1 rapport d'avancement des travaux de construction des marchés produits en partagé avec la BADEA</p>	<p>Le personnel ainsi que le fonctionnement du bureau du PADLFIT sont pris en charge, le suivi-évaluation est assuré.</p> <p>3 Rapports trimestriels et 1 rapport annuel produits</p>
	4.2 Appuyer la mobilisation des ressources	Réalisée en continu			Les ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités sont mobilisées.
	4.3 Assurer l'évaluation de mi-parcours	Réalisée en continu			Un rapport d'évaluation de mi-parcours produit
	4.4 Renforcer les capacités du personnel (Formations, visites d'échange, conférences et colloques nationales ou internationales)	Réalisée en continu			Les capacités du personnel sont renforcées.
	4.5 Contribuer aux services communs	Réalisée en continu			
	BILAN ACTIVITES ET RESULTATS	5 activités planifiées	1 activité en cours de réalisation	3 tâches exécutés	3 résultats intermédiaires atteints

III Suivi des indicateurs de résultats

A la fin de l'année 2019, des progrès ont été réalisés, marqués par l'évolution des principaux indicateurs associés aux différents produits attendus du programme. En ce premier trimestre de l'année 2020, les travaux engagés concernent essentiellement les infrastructures socioéconomiques (marchés ruraux) dont les

impacts ne sont pas immédiats. Le niveau des indicateurs est donc globalement celui de la fin de l'année 2019. Les tableaux ci-dessous présentent le niveau actuel des indicateurs associés aux résultats et aux objectifs de chaque composante.

Suivi des indicateurs de résultats

Produits	Indicateurs	Progrès vers l'atteinte des produits
Produit 1.1 : Les Collectivités locales, les entreprises et les ménages disposent de services énergétiques propres favorisant leur accès aux services socioéconomiques de base (eau, santé, éducation et assainissement)	Indicateur 1.1.4 Nombre de ménages y compris promoteurs d'entreprises bénéficiant de services énergétiques. Cible : 12 000 Résultat atteint en 2019 : 2000	La centrale électrique de Lai est opérationnelle ;
Produit 1.2: Des infrastructures et équipements structurants (Plateformes Multifonctionnelles et autres) sont fonctionnels avec des modules techniques adaptés et opérationnels	Indicateur 1.2.5 Nombre de ménages bénéficiaires des infrastructures et équipements structurants Cible : 12000 Résultat atteint en 2019 : 2000	L'appui à la réhabilitation des bornes fontaines et à la mise en service des châteaux a permis à plus de 2000 ménages de Lai d'avoir accès à l'eau potable.

<p>Produit 1.3: Les acteurs institutionnels, techniques et opérationnels du développement local sont plus performants et efficaces dans leurs missions.</p>	<p>Indicateur 1.3.4 Nombre de PDP élaborés, actualisés ou mis en œuvre Cible : 1 Résultat atteint en 2019 : 1 PDP et 17 PDC élaborés.</p>	<p>Les collectivités autonomes et les populations de la Tandjilé, disposent des outils de décision pour la mise en œuvre des activités durant les six (06) prochaines années grâce au PDP et aux dix-sept (17) PDC élaborés.</p> <p>Les services rendus par l'ANCT, les communes et le ministère de l'administration du territoire et des collectivités territoriales décentralisées ont été améliorés grâce au renforcement des capacités de leurs responsables et cadres dans l'élaboration de budget participatif et de la coopération décentralisée.</p>
	<p>Indicateur 1.3.1 % d'acteurs de développement appuyés Cible : 25% Résultat atteint en 2019 : 13%</p>	
<p>Produit 2.1: Des coopératives, des associations de développement et des groupements sont organisés, structurés et formés dans le développement des chaînes de valeur à fort potentiel.</p>	<p>Indicateur 2.1.2 Nombre de ménages exerçant des activités dans les filières à fort potentiel. Cible : 12000 Résultat atteint en 2019 : 4670</p>	<p>400 groupements et associations de producteurs ont été structurés pour l'exploitation des fermes intégrées et le développement des chaînes de valeur à fort potentiel dans la Tandjilé.</p>
<p>Produit :2.2 : Des MPME créatrices de valeurs et d'emplois sont opérationnelles et viables</p>	<p>Indicateur 2.2.1 Nombre de MPE renforcées Cible : 1000 Résultat atteint en 2019 : 220</p>	<p>30 jeunes entrepreneurs ont mis en place des micro-entreprises créatrices de valeurs et des emplois grâce à l'appui qui leur a été apporté dans le cadre de partenariat avec Tony Elumelu Foundation (TEF).</p> <p>400 groupements et associations de producteurs ont été renforcées pour l'exploitation des fermes intégrées ;</p> <p>190 femmes ont amélioré leurs activités économiques de conservation et de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques grâce au renforcement de leurs capacités en techniques et en matériels de séchage.</p>

<p>Produit :3.1 : Le nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers s'est accru grâce à l'extension et à la viabilité des EMF et PSF, utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables</p>	<p>Indicateur 3.1.1 Nombre de Guichets et/ou Centre Multifonctionnel de Services Financiers Cible : 12 Résultat atteint 2019 : 5</p>	<p>L'accès aux services financiers des groupes cibles (femmes et jeunes) a été amélioré grâce à l'implantation de 5 centres Multifonctionnels de Services Financiers (CMSF) dans les 5 chefs-lieux de départements de la Tandjilé. Le niveau d'inclusion financière de la population notamment des femmes et des jeunes s'est amélioré grâce à l'éducation entrepreneuriale et financière de 15 000 ménages.</p>
	<p>Indicateur 3.1.2 Niveau d'inclusion financière de la population Cible : 10% dont 60% de femmes et de jeunes Résultat atteint en 2019 : Indicateur 3.1.3 Nombre de ménages sensibilisés et formés en éducation entrepreneuriale et financière (EEF) Cible : 12000 Résultat atteint en 2019 : 14000</p>	
<p>Produit :3.2 : Le volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont accru grâce à l'opérationnalisation d'un Etablissement de Microfinance de troisième catégorie</p>	<p>Indicateur.3.2.1 Fonctionnement et viabilité de l'Etablissement de microfinance Cible : EMF de troisième catégorie opérationnelle Résultat atteint en 2019 : Etude de faisabilité et sensibilisation des bénéficiaires faites</p>	<p>Le FRG sous forme d'un établissement de microfinance de troisième catégorie sera bientôt opérationnel avec la disponibilité des mécanismes de fonctionnement, du plan d'action, des manuels de procédures, de l'identification des actionnaires et des bénéficiaires.</p>
<p>Produit 3.3: Les Acteurs institutionnels, techniques et opérationnels de la finance inclusive sont plus performants et efficaces dans leurs missions</p>	<p>Indicateur.3.3.1. % des acteurs institutionnels renforcés dans la promotion et la supervision du secteur de la microfinance Cible : 25% Résultat atteint en 2019 : 5%</p>	<p>Le secteur de la microfinance se professionnalise davantage avec l'élaboration du plan d'affaires 2019-2021 de l'association professionnelle des établissements de microfinance du Tchad (APEMF-T), sa participation à la Semaine Africaine de la Microfinance, le renforcement des capacités des responsables en charge de la supervision et de la promotion.</p>

Produit 4 : La gestion, la communication, la visibilité, le suivi-évaluation et les audits du Programme sont assurés de manière efficace et efficiente	Indicateur 4.1 Nombre de PTA approuvé et signé Cible : 1 Résultat atteint en 2019 : 1	4 millions de dollars US décaissés par la BADEA au dernier trimestre 2019 ; Promesse de 108 000 000 Dollars US par la BID, de 228 000 000 Dollars US par la BDEAC et de 20 000 000 Dollars US par la BADEA soit 356 000 000 Dollars US attendus pour 2020. La Banque Mondiale, la BAD, la Coopération Japonaise et la Coopération Britannique, les Emirats Arabes Unis, l'OPEP, le fonds Saoudien et le fonds koweïtien ont aussi manifesté leur intérêt de financer le PADLFIT
	Indicateur 4.2 Nombre de comité de pilotage Cible : 2 Résultat atteint en 2019 : 2	
	Indicateur 4.4 Niveau de mobilisation des ressources Cible : 18 500 000 USD Résultat atteint en 2019 : USD 4 000 décaissés et 356 000 000 Dollars US confirmés pour 2020. Plus de 100 000 000 Dollars US sont en attente de confirmation	

IV Suivi des risques

Le niveau des risques est évalué sur une échelle de 0 à 5, du niveau le plus faible au niveau le plus élevé. Le niveau 0 correspond à la certitude que l'évènement ne se réalisera pas. Le niveau 5 traduit la certitude que l'évènement va se réaliser. En d'autres termes lorsque le niveau du risque est de 0 la probabilité que l'évènement redouté se produise est nulle et lorsque le niveau du risque est

évalué à 5 cela signifie que la probabilité que l'évènement redouté se réalisé est de 1 (incertitude nulle). En cette fin du premier trimestre 2020, la crise sanitaire et ses conséquences constituent le principal risque susceptible d'impacter considérablement l'agenda de la mobilisation des ressources et la mise en œuvre du programme.

Risques	Niveau de référence	Niveau au T1	Niveau au T2	Niveau au T3	Niveau au T4	Mesures de mitigation	Niveau d'impact
---------	---------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	-----------------------	-----------------

Retard dans le démarrage et la mise en œuvre du programme	4	2				La mobilisation des ressources du PNUD a permis le démarrage des activités mais ces ressources n'ont pas permis de lancer les grands travaux de construction des infrastructures socioéconomiques	Le programme accuse un retard de plus d'une année dans les activités
Faible coordination des activités de partenaires de mise en œuvre	1	1				Le programme est géré en modalité DIM avec un comité de pilotage et un comité national de suivi technique	
Faible engagement des structures gouvernementales	1	1				Le programme est mis en œuvre en partenariat avec les autorités locales représentés par un comité de pilotage composé de Ministres et directeurs généraux et d'un CNST composé de techniciens des ministères.	
Faible implication des bénéficiaires directs et des populations de base		0	0	0		Des sensibilisations sont faites au niveau des différentes localités bénéficiaires lors des missions sur le terrain. D'autres campagnes de sensibilisation seront faites par les ONG partenaires ainsi que le cabinet SAOMEDIA en charge de la communication.	
Détournement des ressources du programme	1	1	1	1		L'exécution du programme par le PNUD en DIM avec des mécanisme de suivi contrôle supervisé par le Siège	
Insécurité et enlèvement des conflits transfrontaliers	3	3				Le respect des normes de sécurité des Nations Unies	Inaccessibilité des zones de conflits comme le Lac.
Crise économique, sociale, sanitaire ou politique ou autre choc exogène	0	5				Repositionnement stratégique pour accélérer la mobilisation des ressources et la mise en œuvre de façon à renforcer la résilience économique des populations ; télétravail pour assurer la continuité des activités	La crise sanitaire et les mesures de préventions pourraient potentiellement retarder le calendrier des travaux
Impact potentiel du changement climatique (CC) sur les résultats du programme	2	2				Le projet promeut les énergies renouvelables et le modèle d'aménagement en maîtrise totale d'eau, ce qui permet de limiter l'impact du CC sur les résultats.	
Effondrement d'infrastructures	2	2				Les ITB pour les constructions des infrastructures sont soumis à la validation ex-ante pour s'assurer de la qualité et garantir la compétitivité du processus de passation de marchés. Un cabinet de contrôle des travaux sera recruté pour s'assurer de la qualité des constructions.	

V Participation et expression des besoins des parties prenantes

Les membres du comité de pilotage ont exprimé, lors de la réunion du 29 janvier 2020, des préoccupations par rapport à l'implication des ministères sectoriels, des collectivités locales et des services déconcentrés de l'Etat. Cette préoccupation a été entièrement prise en compte dans la nouvelle approche de mise en œuvre et de suivi des activités sur le terrain. Cette approche

consiste à redynamiser les comités locaux de suivi constitués de représentants des différents services déconcentrés de l'état, des collectivités locales et des autorités administratives. Une autre préoccupation exprimée par les différents membres du comité de pilotage concerne l'inefficacité des points focaux des ministères sectoriels qui ne facilitent pas la communication sur le

programme. En réponse à cette préoccupation, une lettre a été adressée par le Ministre de l'Economie et de la Planification du Développement à ses homologues membres du comité de pilotage, les invitant à désigner ou à confirmer formellement leur point focal en respectant des critères spécifiques.

La crise sanitaire a imposé une nouvelle donne. Le ministère ainsi que le PNUD expriment désormais le besoin de se concentrer sur

les activités susceptibles de répondre efficacement à la vulnérabilité à laquelle les populations des différentes provinces sont exposées par la pandémie du COVID-19. Le Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement a sollicité spécifiquement le PADLFIT pour intégrer l'inclusion financière dans son plan global de réponse à la crise sanitaire aux conséquences économiques potentiellement désastreuses.

VI Actions de communication et de visibilité

Le lancement officiel du programme a été une opération de communication réussie. La présence du Chef de l'Etat à cette cérémonie a permis de mobiliser les médias nationaux et internationaux. Le PADLFIT qui n'était pas connu du grand public a bénéficié d'une publicité sans précédent pendant et après la cérémonie. Une communication que l'UGP a voulu capitaliser pour opérer une percée décisive dans la mobilisation de ressources. Malheureusement, l'actualité dominée par la

pandémie, risque de détourner l'attention des partenaires financiers si un repositionnement stratégique n'est pas opéré. De fait, le PADLFIT constitue une réponse adéquate pour renforcer la résilience des populations et assurer la relance de l'activité économique en s'appuyant sur les infrastructures socioéconomiques et sur les diverses possibilités de financement prévues par le programme.

VII Apprentissage et principaux enseignements

Les capacités opérationnelles des entreprises nationales en question

Le démarrage timide des travaux de construction des marchés ruraux révèle les limites des entreprises adjudicataires des marchés de construction des marchés ruraux de la Tandjilé.

Certaines ont semblé attendre le paiement des avances de démarrage alors même qu'elles avaient toutes fournies des justificatifs de capacité financière. Pour limiter les risques, l'UGP

a même suspendu le processus d'attribution des marchés de construction de 5 centres culturels. Le principal enseignement est que les visites de « due diligence » se révèlent être d'une importance capitale dans le processus de sélection des

entreprises. On retiendra aussi que le processus de recrutement des entreprises et celui des bureaux de contrôle devraient être lancés simultanément pour éviter tout retard dans le démarrage des travaux.

Eau, enjeu majeur des fermes intégrées et des aménagements hydroagricoles

L'expérience des fermes intégrées, testées dans les 5 départements de la Tandjilé, a montré que l'enjeu majeur des aménagements agricoles est la maîtrise de l'eau. Alors que l'attention est généralement focalisée sur de grands travaux de nivellement utilisant des engins lourds, il s'est avéré avec le modèle des fermes intégrées du PADLFIT que la principale préoccupation est celle de la production d'eau en abondance et à

moindre coût. Pour ce faire, des pompes à pression solaires, développées au Tchad, ont été utilisées pour la première fois sur des aménagements de grande envergure. Ces pompes solaires de fabrication tchadienne, objet de toutes les attentions aussi bien des admirateurs de l'innovation que de détracteurs aux critiques parfois non constructifs, semblent prometteurs mais nécessitent quelques ajustements pour une production d'eau optimale.

VIII Difficultés rencontrées

- La principale difficulté rencontrée en ce premier trimestre 2020 est lié au retard du décaissement des fonds promis par les partenaires techniques et financiers. Le décaissement de la contrepartie de l'Etat attendu depuis l'année dernière tarde aussi à se concrétiser. Ces retards de décaissement mettent à mal l'agenda des activités du PTA 2020.
- L'autre difficulté majeure vient de la crise sanitaire et les mesures de prévention imposées par les autorités mais aussi le PNUD pour réduire les risques de contagion. L'UGP s'organise pour poursuivre certaines activités par le télétravail conformément à la recommandation du PNUD.

IX Défis majeurs

Les défis majeurs à relever sont :

- Concilier le respect des procédures avec les attentes des partenaires financiers et la partie nationale reste un défi

majeur pour l'UGP. C'est le défi de la conciliation du temps politique avec le temps du développement.

- Adapter l'intervention du programme au contexte de crise sanitaire aux conséquences socio-économiques potentiellement désastreuses.
- Convaincre les partenaires financiers de la nécessité d'accélérer le processus de décaissement des fonds pour

atténuer l'impact de la pandémie du COVID-19 et soutenir la relance des activités des petits producteurs et des micro-entrepreneurs.

X Perspectives du 2^{ème} Trimestre 2020

Le deuxième trimestre sera marqué par la crise sanitaire qui secoue l'économie mondiale. Ce nouveau contexte appelle à une adaptation des activités mais aussi de l'approche de leur mise en œuvre. En période de crise, les réseaux financiers sont un canal vital pour acheminer de l'aide aux populations. Au Tchad, ces réseaux sont très limités et pas assez préparés à ce type de crise. Il s'agira donc de renforcer les capacités des EMF de façon à étendre le réseau financier aux localités reculées où vivent les populations les plus vulnérables. Le PADLFIT entend relever ce défi de l'urgence et du développement en apportant une réponse immédiate à la vulnérabilité à travers les transferts monétaires d'urgence, via notamment des dispositifs numériques, afin d'atténuer l'impact de la crise. L'accès à des services financiers formels, à travers les EMF notamment, permet de se constituer un capital, de mieux absorber les chocs découlant de la situation d'urgence sanitaire actuelle et de réaliser des investissements productifs.

Dans ce contexte de crise, les principaux axes d'intervention prioritaire des trois composantes du PADLFIT sont :

- Aménagements hydro-agricoles et l'appuis aux producteurs pour aborder la campagne agricole dans le respect des mesures de prévention contre la pandémie du Covid-19 ;

- L'appui aux communes dans le domaine de l'hygiène et d'assainissement ainsi que dans l'alimentation en eau potable,
- Inclusion financière et sociale des couches les plus vulnérables.

XI Conclusions et recommandations

La mise en œuvre du PADLFIT, déjà largement impactée par les retards de décaissement des fonds promis par les partenaires techniques et financiers, doit désormais s'adapter à un environnement de crise sanitaire qui a changé les priorités. Les mesures préventives prises par le Gouvernement pour faire face à la propagation de la pandémie de la COVID-19 limitent les mouvements et donc les activités. En définitive, le contexte de développement a évolué avec l'apparition de nouveaux défis : travailler sous la menace permanente de la COVID-19 et sous des mesures de plus en plus contraignantes pour mettre en œuvre des activités vitales pour les populations cibles et finaliser les travaux en cours d'exécution ; réorienter les activités pour soutenir la résilience socio-économique des populations face à une crise inédite. Pour relever ces défis l'UGP pourrait :

- Développer un mécanisme d'opérationnalisation de la nouvelle approche de mise en œuvre et de suivi des activités impliquant davantage les services déconcentrés et les collectivités autonomes pour pallier les restrictions de mouvement imposées aux personnels du PNUD;
- Evaluer et améliorer la stratégie de mobilisation des ressources en collaboration avec le MEPD et le Senior Management du PNUD ;
- Poursuivre et renforcer la planification et le suivi des activités dans le cadre du télétravail pour respecter le principe de responsabilité (respect de nos engagements à obtenir des résultats, respect des règles et normes convenues et obligation de rendre compte des résultats avec objectivité et exactitude) ;

XII Annexes

A. Etat d'avancement des travaux d'aménagement sur les fermes intégrées

PNUD/PADLFIT/2020		COMPOSANTES 1 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL ACTIVITE 1.1.2 : AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE		
TRAVAUX D'AMENAGEMENT AGRICOLE SUR LES FERMES INTEGREES				
No	DESIGNATION	ETAT	Observations	AVANCEMENT
A	TRAVAUX SUR LA FERME INTEGRE DE BERE			
A - 1	Foration	Réalisé		100%
A - 2	Installation du réseau d'irrigation	En cours d'exécution		20%
A - 3	Parcellisation	En cours d'exécution	-	20%
A - 4	Installation de la station de pompage	Réalisée		100%
A - 5	Construction des locaux d'élevage	Réalisée		100%
A - 6	Attribution des parcelles	Non réalisée		00%

A - 7	Formation des comités de gestion en gouvernance des organisations paysannes	Non réalisée		00%
ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR LA FERME DE BERE				75%
B	TRAVAUX SUR LA FERME INTEGRE DE KELO			
B - 1	Foration	Réalisée	-	100%
B - 2	Installation du réseau d'irrigation	Réalisée		100%
B - 3	Parcellisation	Réalisée		100%
B - 4	Installation de la station de pompage	Réalisée		100%
B - 5	Construction des locaux d'élevage	Réalisée		100%
B - 6	Attribution des parcelles	Non réalisée		00%
B - 7	Formation des comités de gestion en gouvernance des organisations paysannes	Non réalisée		00%
ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR LA FERME DE KELO				90%
C	TRAVAUX SUR LA FERME INTEGRE DE NANGASSOU			
C - 1	Foration	Réalisée	4 forages de diamètre 200 mm	100%
C - 2	Installation du réseau d'irrigation	Pas encore	Tous les équipements du réseau sont livrés sur le site	00%
C - 3	Parcellisation	Pas encore réalisée		00%
C - 4	Installation de la station de pompage	En cours de réalisation		00%
C - 5	Construction des locaux d'élevage	Réalisée		100%

C - 6	Attribution des parcelles	Non réalisée		00%
C - 7	Formation des comités de gestion en gouvernance des organisations paysannes	Non réalisée		00%
AVANCEMENT TRAVAUX SUR LA FERME INTEGREE DE NANGASSOU				30%
D	TRAVAUX SUR LA FERME INTEGRE DE KAGAPALPAYE			
D - 1	Foration	Réalisée	4 forages de diamètre 200 mm	100,00%
D - 2	Installation du réseau d'irrigation	Pas encore	Tous les équipements du réseau sont livrés sur le site	00%
D - 3	Parcellisation	Pas encore réalisée		00%
D - 4	Installation de la station de pompage	Réalisée		100%
D - 5	Construction des locaux d'élevage	Réalisée		100%
D - 6	Attribution des parcelles	Non réalisée		00%
D - 7	Formation des comités de gestion en gouvernance des organisations paysannes	Non réalisée		00%
AVANCEMENT TRAVAUX SUR LA FERME INTEGREE DE KAGAPALPAGNE				65%
E	TRAVAUX SUR LA FERME INTEGRE DE LAÎ			
E - 1	Foration	Réalisée	-	100%
E - 2	Installation du réseau d'irrigation	Réalisée		100%
E - 3	Parcellisation	Réalisée		100%
E - 4	Installation de la station de pompage	Réalisée		100%
E - 5	Construction des locaux d'élevage	Réalisée		100%
E - 6	Attribution des parcelles	Réalisée partiellement	Les parcelles du site N°1 sont déjà attribués	0,00%
E - 7	Formation des comités de gestion en gouvernance des organisations paysannes	Non réalisées		0,00%

AVANCEMENT TRAVAUX SUR LA FERME INTEGREE DE LAÏ	90%
ETAT D'AVANCEMENT GENERAL DES TRAVAUX	70%

Références

Compte rendu, Point Focal et Expert en Suivi Evaluation. (Janvier 2020). *Compte rendu du comité de pilotage du 29 janvierl 2020.* (Janvier 2020).

Rapport d'avancement des travaux de construction des 5 marchés ruraux dans la Tandjilé, Ingénieurs et Expert en Suivi Evaluation du PADLFIT. (Mars 2020).